

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 10 & 24 AVRIL 2022

**FABIEN ROUSSEL**

**ONE ONE**

Paris, le 5 avril 2022

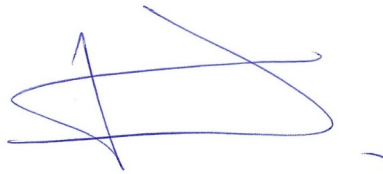
Madame,

Nous vous remercions pour l'interpellation que vous aviez bien voulu nous adresser au nom de l'ONG One, dans le cadre de l'élection présidentielle et du programme que je porte pour le pays.

Le 22 mars dernier, Pierre Laurent, sénateur, est intervenu en mon nom à l'occasion de votre grand oral pour exposer les principaux axes de notre programme « La France des Jours heureux » en matière de lutte contre les inégalités dans le monde.

En complément et pour donner suite à votre demande, nous vous adressons par écrit un condensé de nos propositions, répondant aux trois priorités mises en avant par votre association : mettre fin à la pandémie partout sur la planète ; soutenir la relance des pays africains et créer des opportunités pour toutes et tous ; et agir d'égal à égal en tant que véritable partenaire du continent africain.

Espérant que vous y trouverez des réponses politiques à la hauteur de vos attentes et des combats que vous menez, je vous prie d'agréer, Madame, mes salutations républicaines.



Fabien Roussel

## ***Mettre fin à la pandémie partout sur la planète***

Comme l'a démontré avec force la pandémie de Covid-19, **aucun Etat ne peut se sortir durablement d'une catastrophe sanitaire d'ampleur mondiale sans coopération poussée avec l'ensemble des autres Etats**. Face à un virus à la circulation imprévisible et aux mutations permanentes, les pays riches ne s'en sortiront jamais seuls. En décembre dernier, le Docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS déclarait d'ailleurs : *« Des programmes de rappel sans discernement ont toutes les chances de prolonger la pandémie, plutôt que d'y mettre fin, en détournant les doses disponibles vers les pays qui ont déjà des taux de vaccination élevés, offrant ainsi au virus plus de possibilités de se répandre et de muter »*.

L'accès aux soins pour tous, la sortie de l'insécurité sanitaire partout sur la planète est donc la seule voie possible pour nous protéger de cette pandémie et de celles qui pourraient suivre dans les prochaines décennies. C'est pourquoi **nous soutenons très activement la pétition « Pas de profit sur la pandémie », initiative citoyenne européenne (ICE) demandant la levée des brevets des vaccins contre la Covid-19**. Ma formation politique est très impliquée en ce sens : nous avons rassemblé 35 organisations en France, et 375 dans les 27 pays européens. Nous avons passé le cap des 250 000 signatures.

Sans la **mise à disposition de ces brevets, des moyens techniques, des transferts de technologies correspondants et des nouveaux médicaments**, les pays du Tiers-Monde resteront non protégés et les risques d'émergence de variants nouveaux et dangereux resteront une menace pour toute l'humanité. Le mécanisme Covax, basé sur la charité des Etats les plus riches, a montré ses limites. **Les règles de l'OMC sont un frein qu'il faut lever : de ce point de vue la France doit changer de position**.

Je propose **un système de coopération internationale pour la mise à disposition des médicaments** ; en France, il s'agit de démarrer cette démarche avec la création d'**un pôle public du médicament** qui sorte la recherche et la production des médicaments des griffes du marché. **Une extension européenne puis mondiale sous l'égide de l'OMS** serait une perspective de développement solidaire.

En France, nous demandons la **reconstitution de l'Eprus (Etablissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires)** qui avait été supprimé sous le gouvernement Hollande, pour des raisons d'économie. Cette suppression est à l'origine du « désarmement » de l'Etat lors du début de l'épidémie. Les compétences avaient été dispersées et finalement perdues. Les stocks de réserve abandonnés. On a assisté à une véritable incurie au début de l'épidémie. Même les médicaments essentiels manquaient faute de stock. L'urgence est à la **réouverture de lits d'hôpitaux** (infectiologie, réanimation, médecine...) et à l'**embauche de personnels pour l'hôpital public**.

Le redéploiement des capacités sanitaires et hospitalières de la France est un puissant vecteur de coopérations internationales nouvelles. En effet dans de nombreux pays, la formation des professionnels compétents est un enjeu majeur. En lien avec la relance de la formation de nouveaux médecins en France, nous proposons l'**ouverture des facultés de médecine aux étrangers**, mais aussi l'**aide à la création de facultés dans les pays carencés**. La recherche scientifique et médicale doit également être un axe de coopération mutuelle.

Le renforcement durable des systèmes de santé au plan mondial passe aussi, évidemment, par le **développement de systèmes de protection solidaire dans tous les pays**. Nous soutenons la mise en place de systèmes publics, universels, sans condition, ouverts à tous et toutes et gérés démocratiquement. Basés sur la création de richesses, ils doivent tendre à couvrir les dépenses de santé à 100 %.

Il s'agit également de **prévenir l'apparition de nouvelles pandémies**, en minimisant les risques qui sont désormais bien connus. On constate, depuis le dernier quart du 20<sup>e</sup> siècle, une augmentation rapide de l'apparition de zoonoses. Une corrélation positive forte est établie entre ce phénomène et le nombre d'espèces d'oiseaux et de mammifères menacées. Ainsi, la bonne santé de la biodiversité est essentielle à celle des êtres humains. **Nous ferons du concept « One Health – Une seule santé » l'axe essentiel de nos politiques sanitaires et environnementales.**

Au service de cette stratégie, nous voulons **développer les organisations de coopération internationale comme l'OMS**. Nous n'avons rien de bon à attendre d'un affaiblissement ou de la disparition de l'OMS, malgré ses défauts de fonctionnement ponctuels. Au contraire, il est nécessaire de consolider son indépendance. Nous avons soutenu, dans le cadre de la COP 15 Biodiversité, **l'élaboration d'un traité international sur les pandémies auprès de l'OMS**. Nous sommes aussi favorables à la **formation d'un Conseil intergouvernemental de haut niveau sur la prévention des pandémies.**

### ***Soutenir la relance des pays africains et créer des opportunités pour toutes et tous***

L'Afrique, qui s'apprête à atteindre le milliard et demi d'habitants, dispose de très forts potentiels de développement économique pour les années à venir. Malheureusement, le continent subit aussi de plein fouet les logiques néocoloniales et néolibérales, qui ont déjà conduit au saccage de nombreux pays et à l'extrême pauvreté de leurs populations. Nous souhaitons **tourner définitivement la page de ces politiques d'un autre temps, en actes cette fois et pas seulement en mots sans lendemains.**

Pour cela, il s'agit d'abord de répondre aux urgences humanitaires, et **faire face par exemple à l'insécurité alimentaire** qui va malheureusement se renforcer, suite à la guerre en Ukraine. Selon la FAO, le nombre de personnes sous-alimentées pourrait augmenter de 8 à 13 millions dans le monde, notamment en Afrique du Nord et subsaharienne ! C'est pourquoi j'ai proposé, en plus de la négociation de couloirs humanitaires en Ukraine, **l'ouverture de couloirs alimentaires afin de pouvoir faire transiter dans les meilleurs délais les denrées (en grande partie du blé) nécessaires à l'approvisionnement de nombreux pays.**

Nous proposons aussi de **sanctionner sévèrement les financiers qui se sont précipités pour spéculer sur les matières premières**, anticipant les effets des sanctions économiques et financières imposées à raison à la Fédération de Russie et engrangeant en quelques jours des profits faramineux. Ces spéculateurs portent en fait la première responsabilité dans la crise des matières premières, de l'énergie et du blé. Il est urgent de **réguler davantage les marchés internationaux sur lesquels s'échangent ces denrées de première nécessité.**

Répondre à l'urgence, c'est aussi **faire face à l'insécurité environnementale**. Avec le réchauffement climatique, les aléas catastrophiques se multiplient : ouragans, vagues de chaleur, sécheresse, montée des eaux, érosion massive de la biodiversité, sécheresse, déboisement... Des millions d'individus en subissent déjà les conséquences : migrations, guerres, destruction de biens... Aussi, nous souhaitons agir en faveur du **respect des Accords de Paris en matière de compensations pour les pays impactés par les effets du changement climatique**.

Au-delà de la gestion de ces crises, pour inventer le monde de demain le défi sera de **faire prévaloir un changement de logique, de concilier transition écologique et justice sociale**. Dans cette logique, il faut sortir d'une conception de l'Afrique comme étant le réceptacle de nos déchets et des produits de seconde main. Cela passe par un changement de notre législation et le **développement de filières de recyclage et de démantèlement en France et d'un transfert, dans ce domaine comme dans d'autres, de technologies**.

Nous souhaitons aussi **revoir le volume et les critères de l'aide publique au développement (APD) de la France**. En effet, l'engagement international de consacrer 0,7 % du PIB à l'aide publique au développement date de 1970. Notre pays, à la fin du quinquennat Macron, aura péniblement atteint le chiffre de 0,55 % du PIB, derrière la Suède, la Norvège, le Luxembourg, le Danemark, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ! La réforme de l'APD récemment adoptée prévoit prudemment que la France « s'efforcera d'atteindre » l'objectif de 0,7 % du revenu national brut d'ici 2025. Il serait temps ! Les populations qui en ont besoin sont de jour en jour plus nombreuses.

Pour nous dans la situation actuelle, **l'augmentation de l'APD est une exigence vitale**. Au-delà, elle doit revêtir pour nous un caractère désintéressé. **La solidarité avec les victimes de la grande pauvreté doit l'emporter sur l'intérêt mercantile de la France dans les pays concernés**. De manière générale, en ce qui concerne l'aide publique au développement (APD) je fais mienne la déclaration de Thomas Sankara : « *Nous encourageons l'aide qui nous aide à nous passer de l'aide.* »

C'est en application de cette approche que **je propose que l'aide publique au développement soit fondée sur les besoins des pays récipiendaires, suivie efficacement et démocratiquement, en toute transparence**. Cela s'accompagnera de mesures visant à **élargir de 0,3 % à 0,5 % l'assiette de la taxe sur les transactions financières servant au financement de cette aide**. Enfin, je propose dans cette logique que **10 % de l'APD soit consacrés à renforcer les systèmes fiscaux des pays bénéficiaires**, dans une logique de mobilisation des ressources internes de ces pays. Notons à ce sujet que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) rappelle que, pour se développer, les pays ont besoin d'accroître les dépenses publiques consacrées aux infrastructures, aux services de base et aux transferts sociaux.

**L'APD ne doit pas être soumise à des aléas liés à la politique étrangère de la France ; encore moins à de sombres marchandages, au mépris des droits humains en d'autres domaines comme en matière de palliatifs à la crise de l'accueil des migrants en Europe. Le seul objectif doit demeurer constamment la coopération, avec pour but l'émergence des capacités endogènes de développement des peuples concernés**. Il s'ensuit une troisième exigence, incontournable : celle d'**associer à la gestion, autant que possible, de l'aide les acteurs les plus proches des bénéficiaires**.

**Les pays qui doivent prioritairement bénéficier de l'aide publique au développement sont – très logiquement – les pays dits les moins avancés (PMA).** Or, pour le moment, seuls 18 % de l'aide française bénéficient à ces pays et c'est tout à fait anormal. Cette tendance à privilégier des pays jugés plus « intéressants » pour des raisons n'ayant rien à voir avec le degré de pauvreté de leur population doit être contrecarrée et inversée, et l'essentiel de l'augmentation prévue de l'APD doit aller aux PMA.

J'en finis sur ce sujet avec l'enjeu de la place des femmes dans le développement des pays africains. Nous proposons d'abord de **pérenniser, dans le cadre de notre APD, le Fonds de soutien aux organisations féministes.** Nous souhaitons aussi **abonder plus significativement la dimension féministe de notre aide publique au développement pour la porter à 85% de l'APD bilatérale, flécher notre appui de la coopération française aux projets, politiques et lois de promotion des droits des femmes dans le monde, et flécher au global 50% de l'APD vers les services sociaux de base, et notamment la santé et l'éducation.**

L'Etat doit d'ailleurs **encourager une politique plus volontaire de féminisation de notre diplomatie et respecter lui-même l'obligation légale d'égalité salariale,** je m'y engage.

### ***Agir d'égal à égal en tant que véritable partenaire du continent africain***

Pour poser les bases de relations nouvelles et respectueuses entre la France et les pays africains, nous considérons essentiel de **sortir de la logique, pourtant bien ancrée et depuis longtemps, de la défense de ce qui est souvent qualifié d'« intérêts de la France ».** Pour notre part, nous ne défendons pas les intérêts des multinationales françaises ! En l'occurrence, l'intérêt de notre peuple est de trouver sa place dans un concert des nations qui bénéficie enfin à tous les peuples ; car il ne peut exister d'îlots de prospérité au milieu d'un océan de détresse et de misère.

Dans de nombreux pays africains, ce sont désormais toutes les logiques de domination qui sont aujourd'hui questionnées. Alors que notre monde est désormais plus inclusif, plus interdépendant, que les mobilités se généralisent comme jamais, une nouvelle grammaire devrait s'imposer progressivement : celle de la coopération contre toutes les formes d'hégémonie.

Car l'hégémonie engendre moins un ordre qu'elle n'engendre de désordre. Et pourtant, des clubs hégémoniques s'arrogent encore le droit de décider à la place des autres. Ces clubs oligarchiques que sont les G5, G7, G20 veulent imposer leur loi et leur modèle. Cela provoque des dynamiques conflictuelles à l'origine de la multiplication de conflits. A l'inverse, nous souhaitons **mettre en avant les logiques multilatérales dans les relations internationales de la France. Cela passe en premier lieu par revaloriser l'ONU,** qui de par sa Charte fondatrice demeure le cadre privilégié où chaque peuple compte pour un, sur la base du droit international, et où les grands défis auxquels l'humanité est confrontée peuvent être relevés à la hauteur où ils l'exigent.

**La France, en toute indépendance et souveraineté, peut décider de s'extirper de la nasse des alliances militaires bellicistes, à commencer par l'Otan. Nous pouvons engager des processus de démantèlement, de diminution des dépenses d'armement et**

**de dénucléarisation.** Sous ma présidence, la France se joindra au mouvement mondial pour **l'élimination progressive et multilatérale des armes nucléaires, et participera à la conférence du TIAN.**

**Nous voulons sortir de la logique des interventions militaires sans fin.** Les guerres conduites ces dernières années, au nom notamment de la lutte contre le terrorisme, se sont toutes traduites par des fiascos généralisés et des catastrophes humanitaires que ce soit en Afghanistan, en Irak, en Syrie, au Yémen. Toutes ces guerres occultent la question centrale qui est la misère sociale, le pillage des ressources, la corruption des pouvoirs locaux, le soutien inconditionnel que les puissances occidentales ont apporté à ces régimes... Le résultat est partout le même : il est impossible d'imposer un ordre politique à un pays de l'extérieur.

En la matière, l'exemple du Sahel fait figure de cas d'école. C'est pourquoi indépendamment des régimes en place nous voulons contribuer à **mettre fin à la militarisation à tout va de cette région** qui a produit des effets néfastes et respecter les souverainetés de ces peuples que ce soit du point de vue militaire, économique ou monétaire. Il faut créer les conditions d'un départ programmé et concerté de nos troupes, afin de lui substituer un nouvel agenda politique, économique et de sécurité pour tous les pays de la région. Notre appui militaire doit être recentré sur le soutien aux armées locales, en retenant la formule d'un comité d'état-major conjoint des forces africaines.

Nous voulons des coopérations avec ces pays qui rompent avec les vestiges du colonialisme et soient tournés vers un développement endogène. Il existe en ce sens de nombreux leviers. Ainsi, **je propose que la France agisse, au niveau international, pour étendre et transformer l'usage des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international,** car ces droits représentent des moyens de financement, mis par le FMI à la disposition des Etats, qui pourraient devenir une monnaie commune mondiale alternative au dollar. Il serait également urgent **de réviser le mode de calcul des quotes-parts de DTS, lequel désavantage les pays qui en ont le plus besoin.** Je souhaite aussi que la France agisse pour une **réforme profonde de la Banque mondiale, pour la suppression de l'OMC et pour la création à sa place d'une Organisation mondiale de maîtrise des échanges, des investissements et de partage des biens communs** (notamment les brevets).

L'application de mesures monétaires, fiscales et économiques est vital pour traiter efficacement le problème des dettes, que nous considérons illégitimes. **Au-delà de leur annulation, nous proposons de remettre en cause les mécanismes de dépendance des pays africains concernant la conception, le conseil et le contrôle pour leurs projets de grands équipements publics.** En effet, les fonds proposés par les pays riches ne doivent pas être l'occasion pour ces derniers de faire la promotion de leurs banques, leurs assurances, et chaînes logistiques.

Enfin évidemment, nous proposons de **mettre fin au franc CFA/ECO,** en vue d'une mise en place d'instruments monétaires africains qui permettent de répondre aux besoins des populations et de garantir un développement endogène.